

print

Syrie : En prévision des élections présidentielles de 2014, l'Occident cherche les voix des « électeurs syriens déplacés »!

De [Nasser Sharara](#)

Global Research, octobre 07, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/syrie-en-prevision-des-elections-presidentielles-de-2014-loccident-cherche-les-voix-des-electeurs-syriens-deplaces/5353216>

La carte de l'option militaire est tombée des mains des ennemis occidentaux et régionaux du Président Bachar al-Assad, déterminés à l'éliminer du pouvoir dans l'espoir évident de détruire l'État syrien comme ce fut le cas pour tant d'autres États avant lui. Mais pour Washington reste une autre option ; celle de l'éliminer politiquement lors des prochaines élections présidentielles prévues en 2014, à condition de pouvoir compter sur l' « électeur syrien déplacé » plongé dans l'environnement pro-opposition de divers pays, bien obligés de souffrir l'accueil de la « diaspora syrienne » qu'ils continuent à encourager...

Avant de vous livrer la traduction de l'article de M. Charara traitant de ce sujet, j'aimerais raconter une petite histoire à tous ces politiciens qui se justifient en prétendant vouloir sauver le « Liban ami » des griffes de la « Syrie ennemie ». Elle m'est revenue en mémoire lorsque j'ai lu la liste des membres du dernier né des « clubs de calomniateurs » apparemment chargé de cette besogne de détournement de l'électorat syrien à l'étranger, sous l'égide de Madame Elizabeth Guigou en personne. En quoi notre ex-ministre de la Justice est-elle directement concernée par la destruction de la Syrie ? Mystère !?

*En bref, une réunion débat a été organisée le 1^{er} Octobre à l'Assemblée nationale pour soi-disant « Soutenir le peuple syrien... Faire entendre les voix de la Syrie libre... Faire entendre la voix de l'opposition démocratique en Syrie... » ! Les liens [1] et [2] donnent la liste de ces valeureux démocrates qui appellent à frapper leur patrie ou tentent de mettre en échec les attendus de la Conférence de Genève 2, parmi lesquels une animatrice d'une prétendue « radio libre syrienne Rozana » émettant de Paris. **Rozana !!!** Une fois la surprise passée, l'on se dit qu'elle porte bien son nom.*

*En effet, à l'époque de l'occupation ottomane, un navire chargé à Izmir s'est dirigé vers la ville de Beyrouth avec pour seul objectif d'inonder son marché de denrées de première nécessité, notamment alimentaires, vendues à très bas prix pour en étrangler l'économie. Cette invasion surprise aurait pu être catastrophique pour les commerçants de Beyrouth, si la « Chambre de commerce d'Alep » n'avait envoyé ses délégués pour acheter, au plus haut prix, leurs marchandises devenues invendables et à la limite de la péremption [3]. Ensuite, c'est par camions entiers que ces denrées prirent la route vers les villes syriennes... Le navire prédateur ottoman était surnommé « **Rozana** » !*

Depuis, Rozana est aussi le titre de l'une des chansons les plus populaires au Liban et en Syrie. Elle a été écrite en reconnaissance de la solidarité des commerçants d'Alep pour leurs frères beyrouthins. M. Eric Chevallier, ex-ambassadeur de France en Syrie devant honorer de sa présence ce club de calomniateurs, n'a pas pu ne pas l'entendre au décours de l'une ou l'autre des nombreuses soirées chaleureuses où il

était reçu en ami.

Écoutez cette version originale de l'incomparable Sabah Fakhri, devenue l'un des symboles d'Alep, aujourd'hui détruite par les bons soins des néo-ottomans avec l'approbation du gouvernement français [4]. Puis, écoutez cette deuxième version moderne interprétée par une citoyenne arménienne [5], alors que les Syriens arméniens déplacés en Arménie ont fui une guerre, peut-être pour une autre... [6].Merci. [NdT].

Une sorte de guerre froide règne au sein des relations internationales quant à la question de la candidature du Président Bachar al-Assad pour un nouveau mandat en 2014. En effet, depuis le début des événements en Syrie, les prétendus « Amis du peuple syrien » font une fixation sur sa destitution ; ceci, après avoir échoué à modifier ses positions selon l'agenda formulé par l'ancien secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, lors de leur célèbre rencontre en 2003.

Nombre de conversations entre diplomates indiquent que suite à l'échec de l'option militaire pour l'écartier du pouvoir comme le voulait la théorie de Robert Ford, ex-ambassadeur des USA à Damas, Washington se dirige aujourd'hui vers une nouvelle option consistant à le renverser politiquement, soit en l'empêchant de se porter candidat aux élections présidentielles prévues en 2014, soit en mobilisant tous les moyens qui pourraient les lui faire perdre si l'Occident n'arrivait pas à empêcher la tenue de ces élections avec Bachar Al-Assad comme candidat.

Ce n'est plus un secret pour personne que la Russie, l'Iran et les Etats-Unis sont divisés sur cette candidature mais, jusqu'à présent, beaucoup ignoraient que Washington et ses alliés occidentaux et arabes cherchent à dépasser cet obstacle en travaillant secrètement et de concert, au sein de leurs « salles d'opération » respectives, à échafauder des plans susceptibles de leur garantir la défaite du Président syrien au cas où ces élections auraient lieu.

Sondages occidentaux payés avec l'argent du Qatar

L'année dernière, la « Fondation du Qatar » supervisée par Cheikha Mozah, l'épouse de l'ex-Émir, a commandé une enquête d'opinion ciblant les résultats probables d'une élection présidentielle « libre » en Syrie. À remarquer que c'est une entreprise et une équipe US qui ont été chargées de cette enquête, et que le sondage devait porter sur deux échantillons de citoyens syriens : les électeurs de l'intérieur de la Syrie, et les électeurs de l'extérieur de la Syrie déplacés ou réfugiés dans les pays du Golfe, d'Afrique, et dans les États du Levant.

Le sondage avait montré que 54 % des Syriens de l'intérieur étaient pour la candidature du Président Al-Assad et son maintien pour un nouveau mandat, alors que 46% étaient contre. En revanche, 83% des Syriens déplacés dans les pays du Golfe, 93% de ceux déplacés en Afrique, et 64% de ceux déplacés dans les pays du Levant étaient contre.

Cette première enquête a été suivie par d'autres sondages non publiés, commandés auprès de sociétés françaises et étatsuniennes, et toujours financés avec l'argent arabe. Ces sondages auraient montré sensiblement les mêmes résultats : plus de 50% des Syriens de l'intérieur étaient favorables à Al-Assad, et plus de 60% des Syriens déplacés à l'étranger étaient défavorables.

Ces pourcentages sont fondamentalement très importants, car ils ont poussé Washington à insister sur deux questions particulières dans son approche de la crise syrienne : empêcher Al-Assad de se porter candidat en 2014 de peur qu'il ne

gagne les élections sur la base de ces chiffres considérés fiables, et poursuivre une politique encourageant les pays voisins de la Syrie à accueillir encore plus de déplacés syriens. Politique justifiée par des considérations humanitaires mais, en réalité, liée au fait que la coalition anti-Assad a été obligée d'accepter la solution politique qui implique des élections présidentielles avec sa participation. Dans ce cas, le « meilleur électeur » pour renverser Al-Assad devient « l'électeur déplacé » !

D'autre part, ces sociétés de sondage occidentales estimant que 83% des Syriens résidant dans les pays du Golfe et que 68% des Syriens résidant dans les pays du Levant s'opposeraient à cette réélection, cela explique l'insistance de Washington pour que le Liban ouvre ses frontières à tous les Syriens sans aucune restriction... Les USA cherchent donc à augmenter au plus haut ces chiffres d'opposants de sorte que le moment venu, les réfugiés syriens représentent le bloc capable de démentir les prévisions de victoire de Bachar Al-Assad. La Turquie et la Jordanie refusant de recevoir davantage de réfugiés pour des raisons de sécurité intérieure, le Liban reste le seul pays susceptible de leur permettre d'atteindre cet objectif.

Ainsi, l'un des plans actuellement avancés par les USA, en prévision de la Conférence de Genève 2 et de la « transition politique par la mise en place d'un organe de gouvernement transitoire », serait d'imposer un accord octroyant aux réfugiés le droit de voter à partir de l'étranger et d'organiser les bureaux de vote dans les pays où ils résident. Mais Damas insistera pour que le vote ait lieu en territoire syrien et s'il faut une supervision internationale, elle sera syrienne et internationale à la fois !

Ceci, parce que le conflit est désormais essentiellement centré sur le climat dans lequel les réfugiés devront voter. Il est certain que la plupart des pays qui accueillent un nombre significatif de réfugiés syriens sont hostiles à Al-Assad, en particulier les pays du Golfe et la Turquie qui travaillent à sa défaite. En outre, les réfugiés en Jordanie et au Liban sont volontairement poussés à s'installer dans les zones où l'environnement politique est défavorable au gouvernement syrien et qui sont ouvertement impliquées dans le soutien de l'opposition syrienne.

D'ailleurs, le Premier ministre libanais Najib Mikati a déclaré, en public et en présence de diplomates, que le flux des Syriens vers le Liban était traité en dehors des normes internationales régissant l'accueil des réfugiés. Un diplomate aurait rétorqué : « D'après les déclarations de M. Mikati, il est clair que cette manière de traiter le flux entrant de réfugiés n'est pas innocente ! ».

Washington et ses alliés réalisent parfaitement que le climat politico-électoral en Syrie s'oriente de plus en plus en faveur du régime actuel, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas compter sur les électeurs syriens à domicile. La meilleure preuve en est que le Dollar a chuté de 50% par rapport à la Livre syrienne depuis que Washington a retiré sa menace de frappe aérienne sur la Syrie [le Dollar est passé de 300 Livres syriennes à 150]. La lecture politique de ce fait, entre autres faits, indique que l'élite urbaine syrienne, majoritairement sunnite, est soulagée maintenant que la menace du renversement du gouvernement par la force s'est dissipée, et considère que le retour partiel à la stabilité est dû à la continuité et à la solidité du gouvernement qui s'est imposé sur la scène internationale.

Par conséquent, si le « meilleur électeur » anti-Assad est « l'électeur déplacé », reste un électeur encore meilleur ; celui qui appartient à un bloc plus important qu'il n'est plus possible de manipuler pour le pousser à voter contre un nouveau mandat du Président syrien. Un bloc fondé sur une base sociale large et plurielle qui n'a qu'un seul ennemi ; à savoir, « le substitut inconnu » et le « terrorisme » qui promet à la Syrie le destin de l'Afghanistan, de la Libye, et de Irak.

La force d'Al-Assad vient de l'intérieur

Il est donc clair que la théorie de la destitution du Président syrien consiste désormais à créer un « levier électoral » à l'extérieur du territoire syrien pour qu'il vote en chœur avec son environnement pro-opposition. Mais d'autres facteurs sont à prendre en compte.

L'un des facteurs principaux relève du fait que de larges zones du territoire syrien sont sous contrôle direct ou indirect du dit État Islamique d'Irak et du Levant [EIL], du Front al-Nosra ou d'autres groupes de terroristes radicaux pour lesquels voter ou participer à des élections est interdit par la religion ! Par conséquent, il est probable que le jour du scrutin en Syrie, l'EIL puisse commettre contre les bureaux de vote le même genre d'attentats-suicides sanglants qu'en Irak ; cela aurait une incidence sur le taux de participation dans les zones tenues par les terroristes.

Un autre facteur qu'il faut appréhender est qu'Al-Assad risque de se retrouver le seul candidat « pro-stabilité » contre plusieurs candidats représentant l'inverse. De plus, il sera facile pour des pays comme la Turquie, l'Arabie saoudite, la France, et les Etats-Unis de se mettre d'accord sur un seul candidat anti-Assad pour éviter la dispersion des voix de l'opposition ; ceci, si ces pays arrivent à faire en sorte que les opposants votent à partir de leurs territoires respectifs ou de pays sur lesquels ils exercent leur influence. Certaines sources rapportent que Riyad prêche pour des élections à deux tours parce que cela servirait justement à s'entendre sur un candidat unique anti-Assad, une fois que nombre de candidats de l'opposition auront été éliminés au premier tour.

Une chaîne de télévision pour les « minorités »

Des rapports récents indiquent que dans le cadre des préparatifs électoraux du camp anti-Assad, une figure marquante de l'opposition syrienne envisage – à la demande de l'Arabie saoudite et de la France – de mettre en place un réseau de télévision par satellite destiné à ceux qu'elles considèrent comme des « minorités » en Syrie et au Moyen-Orient. L'objectif serait d'attirer un plus grand nombre de voix chrétiennes et kurdes, et surtout de contrer le discours du Vatican soucieux de l'avenir des chrétiens en Syrie et au Moyen-Orient depuis le soi-disant printemps arabe.

Nasser Charara

04/10/2013

Article original : Al-Akhbar [Liban]

<http://www.al-akhbar.com/node/192615>

Article traduit de l'arabe par Mouna Aino-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca)

Notes :

[1] Invitation à la réunion débat à l'Assemblée nationale : les voix de la Syrie libre !

<http://www.inscription-facile.com/form/cxtHEwA8PqT362KRDCne>

[2] Le blog de Philippe Baumel

<http://www.philippebaumel.fr/Reunion-debat-Les-voix-de-la-Syrie>

Extrait de l'invitation justifiée, entre autres, par l'administration « des zones soustraites au contrôle du pouvoir ». Autrement dit les fameuses « zones libérées » par les zombies assassins et voleurs de pétrole vendu à bas prix dans le Nord de la

Syrie... qui ont peut-être échappé au contrôle de leurs commanditaires. Mais ça, Monsieur Baumel s'en fiche. Il est dans le vent et prétend amener le progrès là où on ne l'a pas attendu :

« La politique de fermeté prônée par le Président de la République à l'égard du régime de Bachar Al-Assad, qui n'a pas hésité à lancer des attaques au gaz massives contre les populations civiles, a favorisé la mise au point d'un plan de contrôle de ses armes chimiques, négociée à Genève entre les Russes et les Américains. Sans la menace d'un recours à la force, qui a convaincu Moscou de faire pression sur Damas et de renouer le dialogue avec Washington, ce plan redeviendra vite lettre morte, comme les accords précédents. Sans préjuger de ses chances de réussite dans un pays à feu et à sang, force est de constater que le dictateur a résolument repris les bombardements et les massacres, les arrestations et les tortures.

Aucune solution politique ne saurait prévaloir si elle ne prend pas en compte les aspirations du peuple syrien et les souffrances qu'il endure depuis deux ans et demi dans sa quête de liberté. Il faut aider l'opposition démocratique syrienne à se faire entendre davantage. Luttant pied à pied contre les apologues de la répression et les fanatiques du djihad, elle s'efforce malgré tout de défendre et d'administrer les zones soustraites au contrôle du pouvoir, en tentant de tracer les perspectives d'une société de tolérance et de progrès en Syrie. Ses appels à l'aide peuvent-ils être ignorés ? »

[3] As-Safir du 27/09/2013 : La dette morale des Beyrouthins envers Alep...

http://www.assafir.com/Article.aspx?ArticleId=2636&EditionId=2576&ChannelId=62249#.Uk_3575OLSc

[4] **Rozana : version interprétée par Sabah Fakhri dans Alep**

<http://www.youtube.com/watch?v=tHUpcCMcP4&feature=related>

[5] **Rozana : version moderne interprétée par Lena Chemamian**

http://www.youtube.com/watch?v=9VEFaIE_0zg&hd=1

« Que Dieu punisse Rozana pour ce qu'elle nous a fait...

Vous qui partez pour Alep, mon amour s'en est allé avec vous...

Sous les raisins que vous transportez, des pommes... »

[6] **AFP : L'Azerbaïdjan accuse l'Arménie d'installer des réfugiés syriens au Nagorny Karabakh**

<http://www.lorientlejour.com/article/835827/lazerbaidjan-accuse-larmenie-dinstaller-des-refugies-syriens-au-nagorny-karabakh-.html>

*Monsieur **Nasser Charara** est analyste politique et journaliste libanais.*

Copyright © 2013 Global Research